

Convention collective

IDCC : **9171** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE, DE CULTURES SPÉCIALISÉES, D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS ET DE VITICULTURE**

(Charente-Maritime)

(4 juin 1996)

(Étendue par arrêté du 10 janvier 1997,

Journal officiel du 18 janvier 1997)

Avenant n° 30 du 15 janvier 2020

NOR : AGRS2097074M

IDCC : 9171

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de la Charente-Maritime ;

Syndicat professionnel des entreprises de travaux agricoles et forestiers de la Charente-Maritime,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SNCEA CFE-CGC ;

FGTA Force ouvrière ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT ;

Fédération agriculture CFTC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Sont modifiées comme suit les dispositions des articles 6 et 7, telles qu'elles résultent de l'avenant n° 29 du 9 janvier 2019 à l'annexe cadres à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de cultures spécialisées, d'élevages spécialisés, de viticulture et les entreprises de travaux agricoles et forestiers de la Charente-Maritime :

« Article 6 | *Détermination des salaires*

	Au 1 ^{er} janvier 2020
Cadre du 3 ^e groupe	2 237 euros

	Au 1 ^{er} janvier 2020
Cadre du 2 ^e groupe	3 116 euros
Cadre du 1 ^{er} groupe	3 649 euros

Article 7 | *Avantages en nature*

Les avantages en nature sont déductibles pour les cadres des 3 groupes sur la base du prix à la production. Toutefois, ces avantages pourront être forfaitisés par écrit. Sauf évaluation forfaitaire par contrat, le logement, étant un avantage fonctionnel, sera évalué mensuellement sur la base du minimum garanti en vigueur. »

Article 2

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

Article 3

Les partenaires sociaux rappellent l'accord national de branche étendu applicable relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ils demandent à la MSA des Charentes, à partir du Smic, les données sexuées par tranches significatives de rémunération des salariés des exploitations agricoles relevant du champ d'application de la convention collective.

Article 4

Le présent avenant dont les parties demandent l'extension dans les mêmes conditions que celles de l'annexe « Cadres » est applicable à compter du 1^{er} janvier 2020.

Fait à Saintes, le 15 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)